

Les délégués à l'assemblée générale de la Fédération des mutuelles de France, réunis le 8 novembre 2022 à Charenton-le-Pont, réaffirment leur volonté de promouvoir le projet mutualiste. Les solutions solidaires proposées par les mutuelles sont plus que jamais nécessaires pour répondre aux défis et périls de notre époque. C'est également une réponse efficace et éthique à l'aggravation des fractures de la société française qui défont le lien social.

Après les élections du printemps dernier, notre pays est dans une situation politique périlleuse. La présence de l'extrême droite dans les rouages du pouvoir à un niveau jamais atteint dans l'histoire démocratique de notre pays en est un symptôme. Cela met en danger les valeurs d'égalité, de solidarité et de fraternité.

Au lieu de se consacrer à réparer le lien démocratique abîmé par les injustices sociales, les inégalités et le recul de la solidarité, le pouvoir accentue ses réformes brutales. En escamotant la concertation, au prix du dévoiement de références historiques comme le Conseil national de la Résistance, il prend le risque d'exacerber encore les tensions au lieu de chercher à apaiser une société à cran, anxieuse face à son avenir.

En usant des outils les plus autoritaires permis par la constitution de la 5^e République, le gouvernement entend imposer, envers et contre toute réalité économique et sociale, la remise en cause des droits sociaux qui structurent notre société depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Il concentre aujourd'hui son action en définançant la protection sociale et en attaquant l'Assurance chômage et le droit à la retraite.

• • •

Militantes et militants mutualistes, nous combattons cet acharnement délétère qui porte en lui le désastre « comme la nuée porte l'orage ». Au cœur du mouvement social, nous poursuivons ensemble la bataille pour le droit à la santé, pour une Sécurité sociale de haut niveau, pour l'accès aux soins de toutes et tous, partout.

La dégradation des conditions d'accès aux soins, l'explosion des inégalités territoriales et sociales nous éloigne de l'effectivité du droit à la santé. Face à un libéralisme toujours plus envahissant, nous réaffirmons que **la santé est un droit**. Pour que ce droit soit effectif, il est urgent de protéger le secteur de la santé des logiques marchandes, par nature toxiques.

Les militantes et les militants des Mutuelles de France réaffirment leur attachement à une **Sécurité sociale de haut niveau**, seule capable de répondre aux besoins de chacun. Faire contribuer toutes les richesses produites, notamment celles qui enrichissent les actionnaires, permettra de dégager les ressources nécessaires à la mise en sécurité sociale de toute la population.

Loin d'apporter des réponses aux crises du système de santé qui s'aggravent et se sont notamment illustrées cet été par la fermeture des services d'urgences – le gouvernement entend, avec la LFSS 2023 imposée par le 49-3, réduire les dépenses de santé et poursuivre les transferts de charge vers les ménages.

La Sécurité sociale est un bien commun trop précieux pour être laissé à l'accaparement de gouvernements enfermés dans leurs dogmes libéraux. Le budget de la Sécurité sociale ne doit plus être pillé mais renforcé par de nouvelles recettes.

Nous réaffirmons la pertinence et l'efficacité du couple solidaire constitué par la Sécurité sociale et les mutuelles permettant à toutes et tous d'accéder à une protection sociale de haut niveau. Aujourd'hui près de 4 millions de personnes n'ont toujours pas accès à une complémentaire santé. Pour lutter contre cette inégalité et pour faire baisser immédiatement le montant des cotisations, nous exigeons la suppression de toutes les taxes sur les mutuelles qui constituent un impôt injuste sur la maladie. C'est dans cette perspective que les Mutuelles de France lancent une campagne d'interpellation des décideurs politiques par les adhérents mutualistes.

Tout cela doit contribuer à rétablir un système de santé de qualité. Un système capable de prendre en charge les patients partout sur le territoire grâce à un schéma d'installation contraignant pour les professionnels de santé du premier recours ; de faire de la médecine coordonnée et du partage des tâches la norme en s'appuyant notamment sur les centres de santé. Un système capable de doter l'hôpital public des moyens humains, en intégrant l'indispensable reconnaissance des métiers du soin et de l'accompagnement, des moyens matériels et financiers dont il a besoin pour accomplir sa mission. Un système, enfin, qui aura à cœur de lutter contre les discriminations dans l'accès à la santé et de promouvoir de véritables politiques de prévention.

• • •

Les militantes et les militants des Mutuelles de France réaffirment leur engagement dans la bataille des idées face aux offensives libérale et d'extrême-droite. Avec leurs mutuelles, ils amplifieront leurs actions pour que la santé soit un droit pour toutes et tous. Le Congrès de la Fédération des mutuelles de France qui se tiendra à Marseille en septembre 2023 sera l'occasion de rassembler tous les acteurs qui partagent nos combats pour une société plus juste